

Accord professionnel
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

ACCORD DU 28 NOVEMBRE 2017
RELATIF À L'INDEMNITÉ SPÉCIFIQUE DE MAÎTRE D'APPRENTISSAGE CONFIRMÉ
(NORMANDIE)

NOR : ASET1850487M

Entre :

SCOP BTP Ouest ;

CAPEB Normandie ;

FFB Normandie,

D'une part, et

URCB CFDT ;

UR CFTC ;

UNSA Normandie ;

CFE-CGC BTP Normandie,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Vu l'accord paritaire national du 13 juillet 2004 relatif au maître d'apprentissage (formation – certification – charte – indemnisation),

vu l'accord régional du 3 mai 2007 relatif à l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage par les salariés de Basse-Normandie, titulaires du titre de maître d'apprentissage confirmé,

vu l'accord régional du 2 novembre 2010 relatif à l'indemnité spécifique liée à l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage par les salariés de Haute-Normandie, titulaires du titre de maître d'apprentissage confirmé,

les organisations représentatives d'employeurs et de salariés ont convenu les mesures suivantes pour les maîtres d'apprentissage ayant effectivement en charge un apprenti en formation :

Article 1^{er}

Le montant de l'indemnité versée en contrepartie de l'exercice de la fonction de maître d'apprentissage par les salariés ayant obtenu le titre de maître d'apprentissage confirmé est appliqué comme suit, pour l'ensemble des contrats d'apprentissage conclus à compter du 1^{er} septembre 2018 :

MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'INDEMNITÉ POUR UN CONTRAT DE 1 AN	
6 mois après le début du contrat	à la fin du contrat
125 €	125 €

MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'INDEMNITÉ POUR UN CONTRAT DE 2 ANS	
Année 1 : 6 mois après le début du contrat	Année 2 : à la fin du contrat
250 €	250 €

Lorsque l'exercice de la fonction est interrompu par la rupture du contrat d'apprentissage, et ce quelle qu'en soit la cause, l'indemnité est calculée au prorata du nombre de mois pendant lequel la fonction a été exercée.

Article 2

Le présent accord se substitue de plein droit aux accords régionaux précités du 3 mai 2007 et du 2 novembre 2010 portant sur le même objet, ainsi qu'à tous leurs avenants, signés selon le cas par les partenaires sociaux du bâtiment de l'ancienne région Basse-Normandie ou ceux de l'ancienne région Haute-Normandie, qu'il annule et remplace.

Article 3

Le présent accord entrera en vigueur à la date indiquée à l'article 1^{er} sous réserve de la publication au *Journal officiel* de son arrêté ministériel d'extension à la date considérée.

Fait à Caen, le 28 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)